



!Grève dans les raffineries!

SUD-Rail avec celles et ceux qui luttent !

Répression syndicale, criminalisation du mouvement social, utilisation des forces « de l'ordre » pour casser les grèves et aujourd'hui réquisition de grévistes : notre démocratie est en danger ! La fédération SUD-Rail dénonce l'autoritarisme et les menaces de la Première Ministre envers nos collègues des raffineries et se prépare à riposter rapidement.

Mieux répartir les richesses produites, une nécessité !

Face à l'inflation et à la crise énergétique, les grévistes de Total et d'ExxonMobil mettent en lumière la question des augmentations de salaire et de la répartition de la richesse produite dans ce pays. Les cheminotes et cheminots sont conscientes que ce ne sont pas nos collègues des raffineries qui sont responsables des difficultés que l'on peut avoir aux stations essences. **Le blocage provient de ces grands groupes multimilliardaires qui ne veulent pas céder une part de leurs profits aux travailleuses et travailleurs.**

N'oublions pas que Total est la seule compagnie pétro gazière occidentale qui continue ses activités en Russie comme avant. A la SNCF, la direction de l'entreprise va devoir également se remettre autour d'une table pour ouvrir des négociations sur la question des salaires.

Un gouvernement autoritaire, bientôt responsable d'un embrasement social de grande ampleur ?

Pendant que le gouvernement refuse la taxe sur les superprofits et laisse des miettes aux salarié-es dans la loi pouvoir d'achat, Elisabeth Borne demande aux préfets d'engager des procédures de réquisition des personnels indispensables au fonctionnement des dépôts de carburants. Comme à chaque contestation sociale, le patronat et le pouvoir en place s'aperçoivent que lorsque **celles et ceux**, qui produisent les richesses, font tourner les services publics, travaillent 7 jours sur 7 dans des usines et avec des conditions de travail très difficiles, ... **cessent le travail** : les répercussions sur la société ne sont pas indolores.

L'objectif est clair : faire taire les syndicalistes et les salarié-es qui troublent le climat serein nécessaire à l'exploitation capitaliste. La réquisition est une atteinte intolérable au droit de grève constitutionnel alors que l'Organisation International du Travail a déjà condamné la France le 17 novembre 2011.

La fédération SUD-Rail réaffirme son soutien aux salarié-es en lutte dans les raffineries et appellent à les rejoindre !

Ce sont les bénéfices de ces grands groupes de la pétrochimie qu'il faut débloquent et non les piquets de grève des salarié-es qui luttent !

A St Denis, 12 Octobre 2022